

RHÔNE

# Ukraine : « Le nucléaire est un facteur de risque supplémentaire »

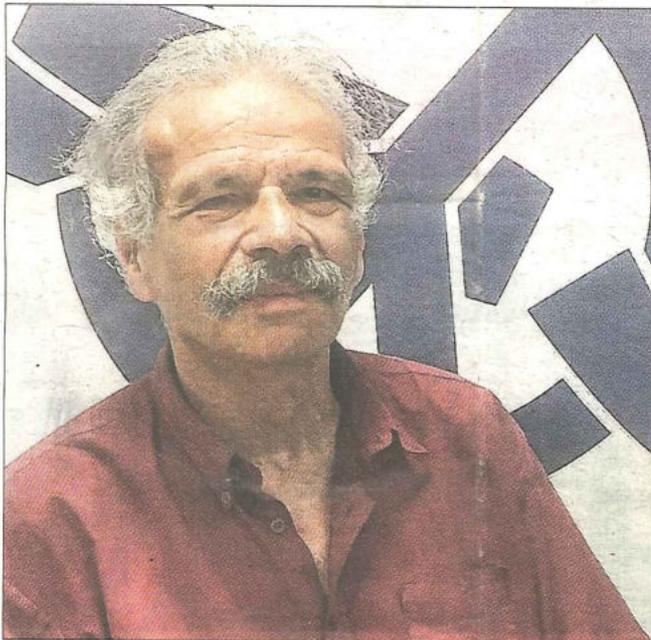
Le directeur de l'Observatoire des armements et co-porte-parole d'Ican France, deux structures basées à Lyon, s'exprime sur le conflit armé en cours, avec la crainte - modérée - d'un dérapage nucléaire.

Vladimir Poutine paranoïaque ? Depuis quelques jours, les autorités françaises dressent le portrait d'un président russe en proie à des troubles mentaux. « Une personne seule ne peut pas appuyer, sur un coup de tête, sur le bouton nucléaire », rassure Patrice Bouveret, le directeur de l'Observatoire des armements, basé à Lyon.

Le premier cercle du pouvoir des neuf dirigeants, à la tête d'une puissance nucléaire\*, est forcément associé à l'utilisation de l'arme ultime, dixit le spécialiste, co-porte-parole de l'antenne française de l'Ican, également située à Lyon. Cette organisation a reçu le prix Nobel de la paix en 2017, pour ses efforts pour abolir l'arme nucléaire.

« Inquiet par rapport aux centrales nucléaires »

Reste que Patrice Bouveret ne peut pas totalement exclure un dérapage. « Je suis inquiet par rapport aux centrales nucléaires. Même sans que ce soit intentionnel, un missile peut aller à un endroit, où ce n'était pas prévu », avec des conséquences dramatiques. Ces lieux stratégiques peuvent aussi permettre de confectionner des bombes sol artisanales, contenant des produits radioactifs », envisage le spécialiste. « C'est peut-être pour ça que les Russes sont très rapidement allés vers Tchernobyl, pour contenir ce risque. Le contrôle de la matière nucléaire est extrêmement important. Ça ne m'étonnerait pas qu'ils cherchent à contrô-



Patrice Bouveret, co porte-parole d'Ican France, estime que « ce qui se passe actuellement est un échec de la politique de dissuasion nucléaire ». Photo DR

« Une personne seule ne peut pas appuyer, sur un coup de tête, sur le bouton nucléaire. »

Patrice Bouveret, Directeur de l'Observatoire des armements

ler les différentes centrales, dépôts et usines de fabrication. » L'Ukraine, puissance nucléaire à la chute de l'URSS, « a été conduite à renoncer, pour éviter une dissémination de ces armes ».

Si Kiev ne s'était, à l'époque, pliée à la pression internationale, le Kremlin aurait-il osé lancer une offensive trois décennies plus tard ? « On n'en sait strictement rien. Peut-être que si l'Ukraine avait gardé l'arme nucléaire, elle serait restée dans l'orbite russe, en étant dépendante » à Moscou, « d'un point de vue

technique et technologique », balaie le spécialiste.

Un échec de la politique de dissuasion nucléaire

Pour lui, « ce qui se passe actuellement est un échec de la politique de dissuasion nucléaire. On sait bien qu'aucun pays ne l'utilisera, car il serait immédiatement rayé de la carte », même si Poutine comme le ministre français des Affaires étrangères, Le Drian, montrent les muscles.

Cela reste « un facteur de risque supplémentaire et pas un facteur

de paix », selon Patrice Bouveret.

« S'il y a une volonté politique, il serait relativement facile de rentrer dans un processus d'élimination de ces armes. Mais on ne peut pas le négocier dans une période de crise », observe, réaliste, le directeur.

Référendum préoccupant en Biélorussie

« Il y a toujours des risques de dérives avec le nucléaire, de situations qui échappent », notamment si, accidentellement, « un missile atteignait un pays de l'Otan », alors que certains bombardements ont lieu à proximité de la Pologne. « Cela pourrait déboucher sur une escalade beaucoup plus forte. Mais je ne veux pas mettre le risque nucléaire en avant, au détriment des autres », dans cette crise. « Des populations se retrouvent actuellement prises en otage des armes conventionnelles. Les pays occidentaux, dont la France, ont vendu du matériel militaire à la Russie », jusqu'à la cession annulée de navires Mistral en 2014, sur fond d'annexion de la Crimée.

Dans un communiqué « condamnant fermement l'invasion russe », la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN) France regrette la tenue d'un référendum, ce dimanche, en Biélorussie, « en vue de révoquer la promesse d'absence d'armes nucléaires sur son territoire, inscrite dans sa constitution, qui vient jeter de l'huile sur le feu, dans une période déjà tendue ». Ce scrutin pourrait permettre à Moscou de déployer un arsenal nucléaire au nord de l'Ukraine.

Jérôme MORIN

\* Les cinq membres du conseil de sécurité de l'Onu (Chine, États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) ainsi que la Corée du Sud, l'Inde, Israël, le Pakistan.

RHÔNE

La Région suspend toute coopération avec la Russie

Ce vendredi, dans un communiqué, les Écologistes appellent Laurent Wauquiez, président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, à « suspendre, officiellement et sans délai, toute relation, collaboration, soutien et partenariat, engagés ou projetés avec les autorités russes, ses entreprises et ses diplomates ». Mais aussi « à soutenir publiquement le peuple ukrainien, à actionner immédiatement le fonds d'urgence à destination de l'Ukraine et à prendre l'engagement d'une aide et d'un accueil au sein de notre région des réfugiés ukrainiens ».

La Région s'est exprimée en ces termes ce samedi : « suite à l'intervention militaire russe en Ukraine, la Région Auvergne-Rhône-Alpes annonce suspendre l'ensemble de ses partenariats et coopérations avec la Russie. Cette décision concerne notamment le financement des missions à l'international des pôles de compétitivité et clusters et l'appui à des événements et organisations spécifiques. Par ailleurs, la Région suspend le soutien aux actions de l'association lyonnaise pour la coopération franco-russe et les actions qui reposent sur les accords interuniversitaires ».

Samedi, le groupe Socialiste, Écologiste et Démocrate-Auvergne-Rhône-Alpes s'engageait aussi : « Nous proposerons, lors de la prochaine assemblée plénière qui se réunit au mois de mars, un plan d'aide pour l'Ukraine, un accompagnement financier pour les structures d'accueil des réfugiés et un soutien aux communes de notre région qui marqueraient, par un tel geste une fidélité, à nos valeurs humanistes ».

LYON

Deux manifestations sont prévues ce dimanche

Un rassemblement en soutien à l'Ukraine se tiendra ce dimanche 27 février à 15 h, place Bellecour, à Lyon. Dès 13 h, une autre manifestation, organisée par la communauté russe, est prévue au même endroit, pour un « pour un monde sans guerre ».

## L'Otan montre les muscles, la base aérienne de Lyon en 1<sup>re</sup> ligne ?

Pour la première fois de son histoire dans un contexte de défense collective, l'alliance Atlantique a activé, vendredi, certains éléments de sa force de réaction, après l'offensive de la Russie en Ukraine, pour renforcer sa posture de dissuasion.

Le commandement des composantes terrestre et aérienne de cette NRF (Nato response force) est assuré par la France cette année. Côté ciel, les opérations de l'Otan pourraient, si elles devaient être lancées - un scénario qui semble encore improbable à ce stade - en théorie être conduites depuis un bâtiment flambant neuf, sorti de terre en 2021, à la base aérienne de Lyon Mont-Verdun (Polemieux-au-Mont-d'Or).

Bijou technologique

Le Capco (Centre air de planification et de conduite des opérations), d'une superficie de



La war room du Centre air de planification et de conduite des opérations (Capco), au cours d'un exercice militaire, en décembre dernier. Photo d'archives Progrès/Joel PHILIPPON

1 400 m<sup>2</sup>, est composé d'une impressionnante war room de 200 m<sup>2</sup>, à laquelle le Progrès a eu accès il y a quelques semaines, dans le cadre d'un exercice militaire interalliés, qui a abouti à la certification du lieu, le 22 décembre, par l'alliance. L'impressionnant mur d'écrans de 19 mètres

par 4 donne la mesure de l'importance stratégique de la structure.

Elle permet de commander « des missions aériennes complexes pouvant aller de l'intervention ponctuelle à l'opération de longue durée ou de haute intensité, sans préavis, partout dans le monde », saluait à l'époque le mi-

nistère des Armées. Le lieu, qui peut accueillir jusqu'à 350 militaires, se veut « ultra-connecté ».

La France, dans le cadre des missions NRF de l'Otan, qui peuvent être offensives, peut prendre la tête d'une *small joint operation* (petite opération conjointe), permettant jusqu'à 150 sorties aériennes par jour, sur trois zones différentes en simultané, selon les explications données à l'époque à notre rédaction.

On ignore si le Capco a été activé, dès vendredi, avec le déclenchement d'éléments de la force de réaction rapide de l'Alliance atlantique\*. « On a un noyau dur d'une centaine de personnels » immédiatement mobilisables dans le cadre de la prise d'alerte, indiquaient en décembre les militaires au Mont Verdun. Ces effectifs seraient « complétés par des renforts nationaux et d'autres pays », en cas d'opération ota-

nienne, qui pourrait être mise sur pied en quelques jours, ajoutaient-ils alors.

Sollicité samedi, l'état-major des armées n'a pas, dans l'immédiat, donné d'indications sur l'usage ou non du Capco dans cette crise. Le ministère des Armées a rappelé au Progrès que le centre dispose de « capacités uniques en France dans le domaine de la planification et de la conduite des opérations ». Le commandement de la composante aérienne de la NRF assure cette année par Paris « illustre la capacité des armées françaises à assumer les responsabilités de nation-cadre dans une coalition internationale ».

Jérôme MORIN

\* « Le commandement général de la NRF relève du commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR) », rappelle l'Otan sur son site.